

[panorapresse.ouest-france.fr](https://panorapresse.ouest-france.fr)

## Près de Pont-Audemer, les professeurs, AESH et la vie scolaire de ce collège sont en grève

4-5 minutes

Ce mardi 10 mars 2026, les professeurs, AESH et la vie scolaire du collège Marcel Marceron de [Montfort-sur-Risle \(Eure\)](#) sont en grève face aux futures suppressions de postes.



La vie scolaire, les professeurs et les AESH du collège Marcel Marceron étaient en grève mardi 10 mars 2026.

Au collège de [Montfort-sur-Risle \(Eure\)](#), comme dans plusieurs établissements de l'[Eure](#), la rentrée 2026 s'annonce sous de sombres auspices. 29 postes de professeurs vont être supprimés dans les collèges du département, auxquels s'ajoutent l'équivalent de 15 suppressions dans les lycées généraux et technologiques.

Un mouvement national qui frappe fort en local

Ces chiffres s'inscrivent dans un plan d'austérité éducative d'envergure nationale. À la rentrée prochaine, ce sont 4 000 postes d'enseignants qui disparaîtront en France. Pour le Syndicat National Force Ouvrière des Lycées et Collèges de l'[Eure](#) (SNFOLC 27), à l'origine d'un communiqué : "le Ministère de l'Éducation nationale orchestre le saccage de l'École publique."

Et pendant ce temps, les classes, elles, ne se vident pas. "Le seul endroit où les effectifs ne baissent pas, c'est dans les classes !", souligne le syndicat. Une réalité que connaissent bien les enseignants

de [Montfort-sur-Risle](#) et de tout le département, pris en étau entre des effectifs stables et des équipes pédagogiques qui s'amenuisent.

La situation est d'autant plus tendue que les élèves en situation de handicap paient eux aussi le prix de cette politique. Dans les établissements scolaires de l'[Eure](#), des centaines d'AESH (les accompagnants indispensables à ces élèves) manquent à l'appel. Aucune création de poste n'est prévue. Les postes annoncés étaient déjà financés. À cela s'ajoutent 500 places manquantes en établissements et services médico-sociaux (IME/ITEP) dans le département. Les conditions de travail, selon les syndicats, "en deviennent explosives."

[Pont-Audemer](#). En l'absence de réponse, les enseignants du lycée Risle-Seine exercent leur droit de grève

L'[Eure](#) monte au ministère avec onze autres départements

Face à ce qu'ils qualifient de "véritable saignée", les syndicalistes FO de l'[Eure](#) ont décidé d'aller porter leur colère là où les décisions se prennent. Ce mardi 10 mars 2026, le SNFOLC 27 rejoint une coalition de 12 syndicats FO venus de toute la France ([Calvados](#), [Manche](#), [Orne](#), [Ille-et-Vilaine](#), [Pas-de-Calais](#), Nord, [Dordogne](#), [Gironde](#), [Landes](#), [Pyrénées-Atlantiques](#) et [Mayenne](#)) pour se rassembler directement sous les fenêtres du ministre de l'Éducation nationale.

Les délégations d'établissements ne se déplaceront pas seules : AESH, unions départementales et parents d'élèves se joindront à l'action. Chaque département a demandé une audience au ministre Édouard Geffray, demandes soutenues par le secrétariat national du SNFOLC et la fédération FNEC FP-FO.

Les revendications portées ce jour-là sont claires. Sont demandés l'annulation immédiate de toutes les suppressions de postes, le recrutement massif de personnels (enseignants, AESH, vie scolaire, administratif, technique, santé et social), le rattrapage salarial à la hauteur de l'inflation, un statut de la Fonction publique pour les AESH et les AED, une titularisation des contractuels volontaires, et la suppression des dispositifs PIAL et PAS, jugés inefficaces, au profit de créations de places en IME/ITEP.

Pour le SNFOLC 27, l'accumulation des mesures défavorables (jour de carence, baisse des indemnités maladie, réforme de la protection sociale complémentaire) a atteint un point de rupture. "Ça suffit ! Pour FO, pas question d'accepter ce pillage : il n'y a pas de fatalité."